



Festival des arts
mandings d'Abidjan

**Fany
Tiranké
explore
Conakry**

Page 7



Lutte contre
le cancer

**Ibrahima
Sory Cissé
réintègre
l'ALIAM**

Page 7

Nos patriotes

Cette adaptation du roman
Le terroriste noir sort au
cinéma ce 14 juin 2017



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°566 • LUNDI 12 JUIN 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Effet contagion: **Après Boké, Kamsar s'enflamme à son tour**



Le remariage de Dalein ne viole que la loi de ses adversaires

Page 3

Réforme de la
CENI, avec le
soutien de l'OIF

**La Guinée va
adapter son
modèle**

Page 11



Hafia FC

**Le nouveau
challenge
d'Alhassane
Touré**

Page 6



Coopération renforcée
dans le domaine
de l'énergie durable

**La Guinée, l'UE et
la France signent
une déclaration
conjointe**

Page 6

LES AFFAIRES PUBLIQUES

Effet contagion: Après Boké, Kamsar s'enflamme

Après Boké, la constestation gagne la cité de Kamsar. Dans la nuit du 8 au 9 juin 2017, la grogne contre les délestages du courant électrique s'est transformée en isolement des compagnies CBG et GAC évoluant dans la zone. Samedi 10 juin 2017, la repression des forces de défense et de sécurité a fait 1 mort par balle et plusieurs blessés. La mairie et le commissariat de police mis à sac et plusieurs engins roulants vandalisés. Toutes les entrées et sorties de Kamsar ont été bloquées par les manifestants. La CBG est restée muette. Seul le projet GAC s'est fendu un communiqué officiel annonçant ne pas être la cible des manifestants, mais que pour des raisons de sécurité de ses employés, ses activités restent suspendues pour le moment.

Affaire détournement à la Bcrg: Le procès se poursuit ce 14 juin 2017

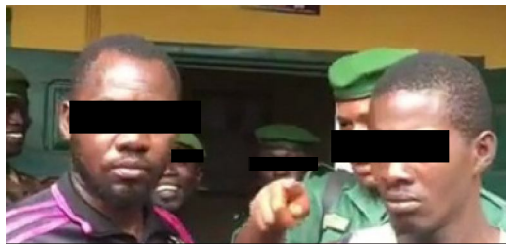
Face au juge Chérif Sow, Mme Kéita Kadiatou Baldé, cheffe de la section Devises à la Bcrg a reconnu les faits. Mais ses co-accusés Younoussa Soumah et Oumar Bah de la Bcrg et leur présumé complice Ibrahima Sory Sylla du Trésor public se sont fait secouer avant d'avouer. En effet, Kadiatou Baldé raconte que Younoussa Soumah, présenté tantôt plan-ton, tantôt correspondant bancaire, l'a mise dans l'affaire en lui attribuant un rôle. « *Moi, en tant que caissière, avoue-t-elle, je procède au décaissement des devises* ». Et lui, Soumah, se charge d'envoyer les « *les avis de paiements de la Bcrg au Trésor. Il m'a dit qu'il connaissait l'informaticien du Trésor qui enregistre lesdits avis* ». Une fois ils ont détourné 100.000 mille dollars US, mais, indique Mme Keita, ce montant a été remboursé. Par la suite, elle a pris 50.000 euros et 75.000 dollars. Elle a donné l'autre moitié à Ibrahima Sory qui devait se la partager avec Younoussa. Après, elle a donné 10.000 euros et 20.000 dollars à Oumar Bah. Quand elle a été interpellée, elle a tout remboursé. Mais avant, lorsque l'affaire a été révélée, les employés de la Bcrg avaient été licenciés par le gouvernement. Au procès ouvert mercredi 7 juin 2017 au TPI de Kaloum, ils ont tous reconnu avoir détourné au total 150.000 dollars US et 100.000 euros.

Satan fait son apparition à Conakry Trois odieux crimes enregistrés en moins de 2 semaines

Si le phénomène d'insécurité était un sujet de Maitrise qui venait à être posé aux différents dirigeants qui se sont succédé à la tête du pays, ils seraient tous en session à défaut d'être déclarés admis mais avec dette académique. Car, malgré les différentes mutations opérées depuis ces dernières années dans le secteur de la sécurité et de la protection civile, notamment à travers la série de nominations survenue là, les actuelles autorités peinent à tirer leur épingle du jeu en assurant une sécurité minimale aux populations. En témoigne le flux sans cesse croissant du crime à travers le pays.

Dans le quartier Lambanyi, situé en banlieue nord de Conakry, ce sont 3 crimes crapuleux qui ont été enregistrés en l'espace de 2 semaines.

Après l'assassinat d'un taxi-motard le jeudi 25 mai, suivi de celui d'un présumé voleur de motos à même brûlé vif, c'est une fillette d'environ 3 ans qui a été retrouvée morte, déca-



Sayon Doumbouya, alias Simbon et Mamadouba Soumah dit Pélé. Photo: DR.

pitée et enfouie dans un sac le samedi 3 juin 2017.

Une dernière tuerie qui a indigné plus d'un et qui a conduit à mettre à sac le bâtiment où la dépouille de la fillette Mariama Cissé a été retrouvée. Les enquêtes ouvertes ont permis de traquer les présumés auteurs de cet autre crime.

Le fil de leur interpellation

Dans la journée de samedi 3 juin 2017, la Brigade de recher-

che de Kipé a reçu le coup de fil de M. Almamy Daouda, chef de quartier de Waria, l'informant d'une odeur nauséabonde qui s'échappait d'une chambre hermétiquement fermée dans la concession du muezzin.

Aussitôt, une équipe a été constituée et dépêchée sur les lieux. Les gendarmes qui ont un requis un serrurier, ont réussi à ouvrir la porte. Une fois dans la chambre, ils se sont rendus compte qu'il y a là le corps mutilé d'une fillette de 2 ans 8 mois.

Selon l'officier média du Haut commandement de la gendarmerie nationale, le commandant Mamadou Alpha Barry, les enquêtes menées ont permis d'arrêter deux présumés auteurs. Il s'agit de Mamadouba Soumah, fils du muezzin, et de Sayon Doumbouya, alias Simbon.

Mamadouba Soumah qui n'a nullement nié les faits, soutient qu'il a commis sa forfaiture à titre de sacrifice humain en vue de devenir riche, et que c'est le surnommé Simbon qui le lui aurait recommandé.

La pauvre victime était une fille adoptive arrivée dans la concession le jour même où elle a été kidnappée puis tuée par ses ravisseurs.

Une situation qui fait dire aux citoyens que Satan a fait son apparition à Lambanyi. Quelques jours auparavant, c'est le neveu à la cheffe de Cabinet du ministère du Budget qui a été tué par des inconnus qui courent toujours.

Par Mady Bangoura

L'AMBASSADRICE DES FEMMES À SÈKHOUTOURÉYA La défense des droits de la couche féminine en question

Sèkhoutouréya, 2 juin 2017. Le président de la République, le Pr Alpha Condé, a reçu en audience ce vendredi, 2 juin 2017 au Palais Sèkhoutouréya, l'ambassadrice de bonne volonté pour la préservation des droits des femmes, Nam Hee Kim.

La défense des droits des femmes, surtout ceux de la petite fille, était le sujet sur lequel le président Alpha Condé et son hôte ont longuement échangé.

Au terme de cette audience, Nam Hee Kim a apprécié la convergence des points de vue entre elle et le président Condé sur la question des droits des femmes : « *J'ai félicité le président Alpha Condé parce qu'il a été brillamment élu président de l'Union africaine et dans ses nouvelles fonctions, il fait beaucoup pour l'Afrique. Je*



l'ai aussi félicité pour avoir dédié son mandat aux femmes et aux enfants. Mais je l'ai surtout félicité parce qu'il a des prises de position claires et nettes sur les mutilations génitales féminines, et nous l'avons écouté le jour même de notre arrivée devant le leader religieux. Cela m'a vraiment fait plaisir ».

De son côté, la ministre de l'Action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance, Sanaba Kaba, a indiqué que la visite de Nam Hee Kim fonde beaucoup d'espoir : « *Elle a eu les opportunités de rencontrer le président de la République, la société civile et le ministère de l'Action sociale. Des engagements ont été pris allant dans le sens de l'amélioration de la santé de la couche féminine et de la lutte contre les pratiques néfastes sur les femmes et les enfants* ». ■

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récupéré N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF
Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS
Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION
Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS
Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

E-MARKETING
Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ
sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Polygamie des hommes politiques guinéens Les ravages d'une réalité guinéenne

Décidément, les semaines écoulées auront été celles au cours desquelles le débat sur la polygamie a été le plus mené dans la cité.

En ce sens que même des personnes issues de familles polygames multigrades et endurcies se sont invitées au débat pour interpréter favorablement ou défavorablement le phénomène.

Tout est parti de l'alliance scellée entre le président de l'Ufdg et dame **Kadiatou Bah** à Labé le dimanche 28 mai 2017. La manifestation qui se voulait pourtant sobre, ne l'aura finalement pas été. Puisque le célèbre morceau "Tourou, tourou ! Handhé ko touroulé" y a été entonné plusieurs fois. Un mariage qui vient compléter à deux le nombre d'épouses que compte désormais le chef de file de l'opposition, **Cellou Dalein Diallo**. La seconde résidera dans la cité de Karamoko Alpha Mo Labé, loin de **Halimatou Dalein Diallo**. Selon les discrétions, Kadiatou Bah, la cinquantaine, serait une des nombreuses cousines du premier imam de Labé, **Elhadj Thierno Badrou Bah**, par ailleurs arrière-petite-fille de Thierno Alpha Bhouba Ndiyan, grand érudit du Fouta.

L'autre mariage qui aura tant fait jaser, c'est celui du ministre d'Etat, ministre conseiller à la Présidence de la République, **Bah Ousmane** dont le cœur a élu **Mme Makalé Camara**, actuelle ministre des Affaires étrangères et des Guinéens de l'extérieur.

La cérémonie religieuse s'est déroulée le jeudi 25 mai dans la grande famille de la mariée à Dubréka, alors que se commémorait à Conakry la fête de l'Union africaine. Ce qui expliquerait la non-présence des deux conjoints au lieu du mariage. C'est alors que les deux familles, ainsi que leurs alliés se sont retrouvés, comme le veut la tradition, pour sceller l'union entre les deux hauts perchés de l'administration publique guinéenne. Ce qui complète à 4 le nombre de femmes du président de l'Upr. Après bien entendu **Hadja Fatamata Binta «Canada»**, **Hadja Fatamata Binta «Top pressing»** et **Hadja Fatoumata Binta «Bambéto»**, **Hadja Makalé Camara** vient ainsi boucler la porte qui était jusqu'à ouverte au ministre Bah Ousmane. Parce que l'islam - auquel s'identifie le leader de l'Upr - interdit tout fidèle musulman d'avoir plus de quatre femmes au foyer.

Code civil désuète

Depuis bien des ans, le Code civil guinéen interdit la polygamie. Mais cette loi est en perpétuelle souffrance quant à son application depuis la première République il y a près d'un demi-siècle. Et comme si aucune législation en vigueur ne le lui défendait, l'incarnation

de la figure de proue de l'opposition guinéenne s'est offert une seconde épouse l'autre weekend à Labé.

Une situation à laquelle a été amené le président du groupe parlementaire de la majorité présidentielle à réagir. Mais la réponse du député **Amadou Damaro Camara** est sans équivoque. Parce que dit-il, ne trouvant aucun mal à cela, étant lui-même polygame. D'ailleurs, le député déclare que cette loi interdisant la poly-

gamie est désuète. Il envoie pour preuve un texte qui existe sur du papier depuis 1968, mais qui peine à s'appliquer. Ceci dit, le mariage n'est pas seulement légitime que quand il est scellé devant des officiers de l'état-civil. Il y a également des mariages religieux, mais aussi coutumiers qui restent légitimes, enseigne-t-il.

Par Mady Bangoura

DÉCLARATION SUITE AU DÉCÈS DE TROIS DE NOS VALEUREUX SOLDATS DU BATAILLON GANGAN 2 PRÉSENTS AU MALI

Conakry, 9 Juin 2017

Chers compatriotes,

C'est avec une profonde émotion que j'ai appris l'attaque perpétrée contre les soldats de la Minusma, ce jeudi 8 juin 2017, causant la mort de plusieurs soldats dont 3 guinéens. En mon nom personnel et au nom de L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (U.F.D.G), je présente mes condoléances les plus attristées aux familles des victimes, à l'armée guinéenne et au peuple de Guinée.

Face à la persistance du terrorisme, Nous exhortons la communauté africaine et internationale, à multiplier les efforts et à renforcer la coopération pour l'éradication de ce fléau qui met en danger la stabilité de nos États et l'émergence de nos économies.

Cellou Dalein DIALLO
Président UFDG
Chef de file de l'Opposition Guinéenne

Ils ont dit



SE Mme Fatoumata Kaba, ambassadeuse de Guinée en Ethiopie: «L'avènement du Pr Alpha Condé à la magistrature suprême de notre pays a rallumé la flamme de l'Union, la flamme de l'intégration africaine. Il s'est beaucoup investi dans la gestion des questions africaines et des conflits ainsi que dans la gestion d'autres dossiers.»



Fodé Oussou Fofana, Vice-président de l'Ufdg: «Quand Bantama Sow dit qu'entre le président et les étudiants, c'est la langue et les dents, je me demande qui est la langue et qui sont les dents. Il dit également que la distribution des tablettes a commencé. Mais où? Qu'il me dise qui a reçu sa tablette, c'est un défi. (...) Le président ne doit pas insulter. Il ne doit pas dire aux enfants qu'ils sont mal éduqués. S'il le dit, il attaque les familles de ces enfants. Il a dit ici l'autre fois que les cadres malinkés sont ingrats. A Kindia, il a dit que les autres sont des tortues et qu'il faut mettre le feu derrière. Il faut que le chef de l'Etat cesse d'insulter. Nous lui demandons de respecter ses engagements.»

Vu du Code civil guinéen, la polygamie demeure interdite, mais... Le remariage de Cellou Dalein Diallo ne viole que la loi de ses adversaires

Si ce n'est pour les animateurs passionnés de la vie politique, les manipulés de tout acabit, les intellectuels myopes, les commentateurs de mauvaise foi, les mercenaires de la voix et de la plume de tous bords, le remariage de Dalein Diallo est conforme aux dispositions du Code civil guinéen. Explications.

Le remariage de Cellou Diallo avec Mme Kadiatou Bah dimanche 28 mai 2017 a été perçu par beaucoup d'animateurs de la vie politique guinéenne comme "illégal" du point de vue de la loi. Alors que les dispositions du Code civil guinéen permettent, d'une certaine manière, le régime polygame en Guinée.

Qu'en est-il vraiment?

C'est connu de tous, «la pratique de la polygamie est interdite et demeure proscrite» en Guinée à partir du 31 janvier 1968, selon l'article 315 du Code civil guinéen. Toutefois, elle est restée aussi légale à certaines conditions. Car, le même texte stipule en son

article 317 que «pour des raisons graves ayant le caractère d'un véritable cas de force majeure dûment établi par les autorités médicales compétentes, une demande d'autorisation d'épouser une femme de plus ou une requête aux fins de divorce peut être introduite près du ministère de l'Intérieur».

Comme on le dit souvent, «c'est l'exception qui confirme la règle». Alors, la même loi interdisant la polygamie, établit aussi «les dérogations à la prohibition de la polygamie sur le territoire national» en autorisant par exemple, «les veuves d'un défunt de se remarier sans contrainte au beau-frère de leur choix» après le délai de viduité prévu à l'article 355. Et de façon plus explicite, le Code civil



Dalein, ici en compagnie de son épouse Halimatou et de Makena.

permet à toute veuve mère d'enfants mineurs de se remarier à l'homme de son choix. «Toutefois, le consentement préalable de ou des précédentes épouses de l'homme est obligatoire». Il est également établi par la loi qu'«après une séparation de plus de 2 années

et en présence d'enfants communs, les conjoints divorcés peuvent se remarier sans formalités de consentement des autres épouses du mari».

Au regard de ces articles, il faudrait réfléchir par deux fois avant de parler de l'interdiction de la polygamie en Guinée. Le

même article 317 en son paragraphe 4 prévoit que «les femmes âgées de plus de 45 ans peuvent se marier ou se remarier à tout homme de leur choix sans formalités de consentement des autres épouses du mari».

Alors, on voit bien sans évoquer une loi tombée en désuétude ou les préceptes religieux que le remariage de Cellou Dalein Diallo avec Mme Kadiatou Bah, la quinquagenaire, ne constitue aucunement une violation du Code civil guinéen comme prétendent le juger certains. C'est une évidence que pour comprendre une loi, il faut la scruter dans tous ses paramètres. Sinon, l'on risque d'en faire une mauvaise interprétation.

La loi est dure, mais c'est la loi. Et «nemo censetur ignorare legem», personne ne peut invoquer l'ignorance qu'il a de la loi pour échapper à son application.

Par Abdoul Malick Diallo

Economic Community
of West African States



Communauté Economique
des Etats de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL
SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST AFRICAIN
General secretariat / Secrétariat général

WAPP Integration and Technical Assistance Project of WAPP network/
Projet d'Intégration et d'Assistance Technique de l'EEEOA

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI)
(SERVICES DE CONSULTANTS)

SERVICES DE CONSULTANTS POUR LES ÉTUDES DE PRÉ-INVESTISSEMENT
DU PROJET HYDROÉLECTRIQUE D'AMARIA (GUINÉE) :
ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES)

Don N° : IDA H770-3A

N° d'Identification du Projet : P113266

Le Secrétariat Général du Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain (EEEOA), une institution spécialisée de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Etude d'Impacts Environnemental et Social (EIES) du Projet d'aménagement hydroélectrique d'Amaria en Guinée.

Les principales actions à entreprendre dans le cadre des prestations du Consultant sous sa responsabilité au cours de l'étude comprennent la réalisation de l'étude du bassin versant de la zone d'accueil du projet et du tracé de la ligne d'évacuation (Phase 1) et l'étude d'Impacts Environnemental et Social (EIES) (Phase 2). De plus, le Consultant devra s'assurer du renforcement des capacités du personnel du ministère en charge de l'énergie en Guinée, de EDG et du Secrétariat Général de l'EEEOA, par la formation des membres du personnel sur les aspects essentiels de l'EIES. Pour ce faire, le programme de travail du Consultant sera organisé en deux (2) phases distinctes comme suit :

Phase I : Réalisation de l'étude de cadrage et de bornage

Cette phase vise à entreprendre un exercice de cadrage et d'investigation préliminaire du terrain afin de préparer le Rapport de cadrage présentant, entre autres, une étude du bassin versant du Konkouré (y compris son occupation et les activités développées dans le bassin, les impacts cumulatifs...), faisant une analyse comparative des alternatives au projet et ses composantes, proposant la configuration optimale du barrage et matérialisant les limites des options retenues. L'étendue des prestations à fournir par le Consultant au cours de cette phase couvrira entre autres :

- La revue des informations disponibles ;
- La préparation et la réalisation d'une campagne d'investigation de terrain ;
- L'identification et l'analyse comparative des variantes au projet et ses composantes pour le choix de la configuration optimale du barrage et visant à justifier le choix des paramètres finaux du projet ;
- L'identification des impacts, des enjeux et les contraintes environnementaux et sociaux avec une évaluation sommaire des coûts de compensation et d'indemnisation prévisionnels pour chaque option ;

➤ Le bornage pour présenter la délimitation des sites (couloir de la ligne, site du poste et autres infrastructures) et faciliter leur reconnaissance.

Pour ce faire, le Consultant évaluera, en collaboration avec le Consultant en charges des études techniques, plusieurs sites du barrage, plusieurs hauteurs du barrage, surface du réservoir et plusieurs modes de gestion de l'eau. Pour chaque variante les impacts environnementaux et sociaux, spécialement les impacts sur la réinstallation involontaire, seront évalués. Pour ce but le Consultant utilise les données LIDAR qui sont collectionnées par le Consultant en charge de l'Etude de faisabilité.

L'étude réalisée devra permettre de proposer des alternatives pour l'occupation de l'emprise du projet et faire une recommandation justifiée d'une occupation susceptible de minimiser les impacts environnementaux et sociaux.

Phase II : Réalisation de l'Etude d'Impacts Environnemental et Social (EIES)

La variante retenue à l'issue de l'étude de cadrage fera l'objet d'une EIES approfondie dans le but d'identifier, analyser et évaluer tous les impacts liés au projet, de proposer les mesures environnementales et sociales adaptées, d'estimer un budget des mesures d'atténuation et de compensation (dont une première estimation du coût du PAR, de préparer un plan de gestion environnemental et social (PGES) des impacts, de se prononcer sur l'acceptabilité environnementale et sociale du projet et enfin de faire des recommandations ciblées à l'endroit des parties prenantes.

Ce document doit être un outil de travail permettant de maîtriser les enjeux environnementaux et sociaux liés au projet. Pour ce faire et de manière générale, le Consultant devra :

- Collecter et exploiter les documents législatifs et réglementaires pertinents du pays, des PTF et internationaux applicables au projet ;
- Effectuer des visites et levés de terrain pour relever les informations de la zone du projet ;
- Prendre contact avec les acteurs de terrain et les parties prenantes au projet afin d'organiser et d'effectuer les consultations publiques nécessaires, y compris des enquêtes socio économiques et culturelles des populations affectées ;
- Faire des levés et l'inventaire détaillés de

tous les bien touchés ;

➤ Faire un recensement détaillé des personnes physiques et morales directement affectées par le projet.

La participation soutenue du Consultant dans la mise en place du financement sera aussi requise à cette étape du projet.

Les deux phases de l'étude seront octroyées sous un mandat unique à un même Consultant qui devra s'assurer de les réaliser dans le respect rigoureux des règles de l'art, tant du point de vue des éléments qui la composent que de leur présentation. La durée totale prévue pour la réalisation de l'EIES est de 14 mois environ, soit 4 mois pour l'Etude de cadrage (Phase 1) et 10 mois pour l'EIES approfondie (Phase 2). La réalisation du PAR sera potentiellement considérée comme une option au présent contrat.

Le Secrétariat Général de l'EEEOA invite les firmes de Consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

Les critères de sélection au fins de la qualification sont les suivants :

(i) La profondeur technique du Consultant en termes de quantité, de qualité et d'envergure des mandats similaires réalisés, avoir réalisé dans les dix (10) dernières années au moins cinq (5) études similaires (barrages hydroélectriques d'au moins 100 MW, aménagements hydrogénéralisés de plus de 10 000 ha et lignes électriques HT de 225 kV au moins sur 100 km et plus) en Afrique ;

(ii) La disponibilité de personnel qualifié et expérimenté pour exécuter ce mandat en indiquant le temps passé à la réalisation de mandats similaires en personnes-mois de même que l'envergure des projets réalisés ;

(iii) La santé financière des Consultants. A cet effet, les Consultants doivent fournir les états financiers des trois dernières années. Le chiffre d'affaires annuel moyen du candidat doit être supérieur ou égal à 1 500 000 USD pour les trois dernières années (2014, 2015 et 2016). Dans le cadre d'un consortium, le chiffre d'affaires annuel du Chef de fil doit être supérieur ou égal à 1 500 000 USD.

Il est porté à l'attention des Consultants que

les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA » Edition de Janvier 2011, Version Révisée de Juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour former une association (« joint-venture ») ou s'adjoindre les services de sous-consultants pour augmenter leurs chances de qualification. Le cas échéant, les critères de sélection s'appliqueront à l'ensemble de l'association.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût telle que décrite dans les Directives de Consultants.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous pendant les heures d'affaires régulières, entre 9h00 et 13h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Secrétariat Général WAPP,
Atn: Bernard HESSOU,
Chef de Division Planification-PIPES
PK 6, Zone des Ambassades, Akpakpa
06 BP 2907 Cotonou République du Bénin
Tel: +(229) 21 37 41 95 / + (229) 21 37 71 44
Email: pipes@ecowapp.org avec copie à bhesou@ecowapp.org

Les expressions d'intérêt doivent être présentées en français en cinq copies papier reliées, accompagnées d'une version électronique sur support magnétique (CD ou clé USB). Elles doivent être déposées dans une enveloppe scellée portant la mention suivante :

SERVICES DE CONSULTANTS POUR
LES ETUDES DU BASSIN VERSANT ET
D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET
SOCIAL DU PROJET
HYDROÉLECTRIQUE D'AMARIA
(GUINÉE)

et devront être reçues au plus tard à 17h00, heure locale, le 17 juillet 2017 à l'adresse suivante :

Secrétariat de l'EEEOA/WAPP
Atn: M. Siengui A. Ki, Secrétaire Général
PK 6, Zone des Ambassades, Akpakpa
06 BP 2907
Cotonou, Bénin

Economic Community
of West African States



Communauté Economique
des Etats de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL
SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST AFRICAÏN
General secretariat / Secrétariat général

WAPP Integration and Technical Assistance Project of WAPP network/
Projet d'intégration et d'Assistance Technique de l'EEEOA

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI)
(SERVICES DE CONSULTANTS)

**SERVICES DE CONSULTANTS POUR LES ÉTUDES DE FAISABILITÉ ET
D'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ DU PROJET HYDROÉLECTRIQUE D'AMARIA (GUINÉE)**

Don N° : IDA H770-3A / N° d'Identification du Projet : P113266

Le Secrétariat Général du Système d'Échanges d'Énergie Électrique Ouest Africain (EEEOA), une institution spécialisée de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant :

Étude de faisabilité et d'Avant-projet détaillé du Projet d'Aménagement Hydroélectrique d'Amaria en Guinée.

Les principales actions à entreprendre dans le cadre des prestations du Consultant et sous sa responsabilité au cours de l'étude comprennent la réalisation de l'étude de faisabilité du projet (Phase 1) ainsi que l'élaboration de l'Avant-projet Détaillé (Phase 2). De plus, le Consultant devra s'assurer du renforcement des capacités du personnel du ministère en charge de l'énergie en Guinée, de l'Électricité de Guinée (EDG) et du Secrétariat Général de l'EEEOA, par le transfert du savoir-faire technologique et la formation des membres du personnel à travers un Programme d'assistance à la préparation des projets et dans tous les aspects techniques du projet. Pour ce faire, le programme de travail du Consultant sera organisé en deux phases distinctes comme suit :

Phase I: Réalisation de l'Étude de faisabilité

Cette phase vise à établir la variante d'aménagement du projet d'Amaria qui présente les caractéristiques technico-économiques les plus intéressantes compte tenu des impacts socio-environnementaux anticipés. L'étendue des prestations à fournir par le Consultant au cours de cette phase couvrira entre autres :

- la revue des informations disponibles;
- la préparation et la réalisation d'une campagne d'investigations de terrain;
- l'identification et la conception technique préliminaire des variantes à considérer au niveau de la faisabilité (au minimum 3 variantes distinctes);
- la comparaison technico-économique de plusieurs variantes visant à justifier le choix des paramètres finaux du projet en intégrant la phase de cadrage environnemental où les impacts environnementaux identifiés par le Consultant indépendant en charge de l'EIES et les coûts correspondants sont évalués en parallèle;
- la recommandation des paramètres principaux de l'aménagement devant faire l'objet de l'APD;

• les analyses économiques, financières, institutionnelles, tarifaires et de sensibilité.

Les résultats de cette étude devront confirmer sans s'y limiter, l'agencement général des ouvrages y compris la ligne d'évacuation; le type de barrage, sa localisation et son axe; les cotes optimales des ouvrages de retenue; la puissance installée de la centrale et le productible anticipé; la viabilité économique et financière du projet; le programme d'investigations de terrain nécessaires pour compléter l'Avant-Projet Détaillé (APD).

Phase II: Élaboration de l'Avant-Projet Détaillé

La variante retenue à l'issue de l'étude de faisabilité fera l'objet d'un Avant-projet détaillé dans le but d'élaborer une conception définitive basée sur une connaissance approfondie du terrain afin de bien cerner les enjeux éventuels qui devront faire l'objet d'une attention particulière dans la conception finale des ouvrages. Cette étape permettra de préciser l'envergure des travaux à réaliser et d'affiner les coûts qui y sont reliés. Elle sera complétée par l'étude des conditions optimales d'intégration du projet dans le système interconnecté et une analyse détaillée des risques pouvant affecter la bancabilité du projet.

D'une manière générale, le Consultant devra :

- 1) préparer, superviser et analyser les résultats du programme d'investigations requises sur le terrain;
- 2) peaufiner et valider la conception des divers ouvrages hydrauliques et de production;
- 3) déterminer le détail des quantités et préparer les bordereaux des quantités et des coûts de l'aménagement final;

- 4) examiner les réseaux directement concernés et recommander toute infrastructure nécessaire pour promouvoir les échanges d'énergie entre les pays de la sous-région et d'autres réseaux de l'EEEOA, notamment la ligne de transport Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone et Guinée (CLSG) et la boucle de l'OMVG;
- 5) identifier et analyser les risques qui pourraient entraver la mise en œuvre et l'opération du projet et proposer de mesures préventives et d'atténuation au besoin pour assurer sa réalisation dans les délais optimaux.

La participation soutenue du Consultant

dans la mise en place du financement sera aussi requise à cette étape du projet.

Les deux phases de l'étude seront octroyées sous un mandat unique à un même Consultant qui devra s'assurer de les réaliser dans le respect rigoureux des règles de l'art, tant du point de vue des éléments qui la composent que de leur présentation. La durée totale prévue pour la réalisation des études de préinvestissement est d'environ 18 mois, soit 18 mois pour l'Étude de faisabilité (Phase 1) et 8 mois pour l'Avant-Projet Détaillé (Phase 2).

Le Secrétariat Général de l'EEEOA invite les firmes de Consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- (i) La profondeur technique du Consultant en termes de quantité, de qualité et d'envergure des mandats similaires réalisés. Le Consultant doit avoir réalisé au cours des 8 dernières années au moins trois (3) contrats de même nature et d'une valeur équivalant à au moins 2 000 000 USD (avec au moins une Étude de faisabilité et au moins un APD) qui ont fait appel à des habiletés semblables à celles requises pour l'exécution de ce mandat, dont au moins deux (2) impliquant des ouvrages en cascade et des campagnes d'investigations géologiques et de Lidar.
- (ii) La disponibilité de personnel qualifié et expérimenté pour exécuter ce mandat en indiquant le temps passé à la réalisation des mandats similaires en personnes-mois, de même que la composition de son effectif (nombre et niveau d'expérience des personnes-ressources). En particulier, le Consultant doit démontrer qu'au moins 4 personnes de son effectif travaillant en 2016 dans des domaines en rapport avec le présent marché sont permanentes.
- (iii) La santé financière des Consultants. A cet effet, les Consultants doivent fournir les états financiers des trois dernières années. Le chiffre d'affaires annuel moyen du candidat doit être égal ou supérieur à 2 000 000 USD pour les trois dernières années (2014, 2015 et 2016). Dans le cas d'un consortium, le chiffre d'affaires annuel

moyen du Chef de file doit être égal ou supérieur à 1 300 000 USD

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale » dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AFD » Édition de Janvier 2011, Version Révisée de Juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêt sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour former une association ("joint-venture") ou s'adjoindre les services de sous-consultants pour augmenter leurs chances de qualification. Le cas échéant, les critères de sélection s'appliqueront à l'ensemble de l'association.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût telle que décrite dans les Directives de Consultants.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous pendant les heures d'affaires régulières, entre 9h00 et 13h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Secrétariat Général WAPP,
Attn: Bernard HESSOU,
Chef de Division Planification-PIPES
PK6, Zone des Ambassades, Akpakpa
06 BP 2907 Cotonou, République du Bénin
Tel: +(229) 21 37 41 95 / +(229) 21 37 71 44

Email: pipes@ecowapp.org avec copie à bhessou@ecowapp.org.

Les expressions d'intérêt doivent être présentées en français en cinq copies papier reliées, accompagnées d'une version électronique sur support (CD ou clé USB). Elles doivent être déposées dans une enveloppe scellée portant la mention suivante :

**SERVICES DE CONSULTANTS POUR
LES ÉTUDES DE FAISABILITÉ ET
D'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ DU PROJET
HYDROÉLECTRIQUE D'AMARIA
(GUINÉE)**

et devront être reçues au plus tard à 17h00, heure locale, le 17 juillet 2017 à l'adresse suivante:
Secrétariat de l'EEEOA/WAPP
Attn: M. Siangui A. IG, Secrétaire Général
PK6, Zone des Ambassades, Akpakpa
06 BP 2907
Cotonou, Bénin

Maksoul sort un nouvel album

Longtemps absent sur le marché de disque, le reggaeman guinéen Maksoul (sur la photo) s'apprête à sortir son nouvel album *Dankaran Touma*. Un album qui sortira en France le 25 juillet 2017 sous la clairvoyance de MPOVA MUSIC, la nouvelle maison de production de Maksoul. Une maison qui a produit plusieurs artistes et non des moindres. Entre autres, Koffi Olomidé et Werrason. *Dankaran Touma* est un album de 14 titres, enregistré entre Paris, Abidjan et Berlin avec un arrangement de Moussa Doumbia. Un arrangeur qui a travaillé avec des reggaemen de renom comme Fadal Dey, Ismaël Isaac, et j'en passe. A l'image des précédents albums, Maksoul peint dans *Dankaran Touma* la situation socioéconomique de sa Guinée natale. Notamment, le manque d'eau, d'électricité, de routes, de sécurité, d'hôpitaux et le chômage exacerbé des jeunes diplômés.



Plusieurs concerts sont déjà calés pour Maksoul après la sortie de ce nouvel album. En effet, il se produira en France dans les villes de Lyon, de Saint Etienne, de Bordeaux, et de Paris et puis à Berlin en Allemagne, en attendant d'autres dates. Certainement, les fans seront encore bien servis. Même si on n'a pas encore eu l'occasion d'écouter cet autre album du géniteur de *Kéfimba*.

Par Samba Bah

Fraichement nommé secrétaire général du Hafía FC Alhassane Touré évalue le challenge qui l'interpelle

Au soir du jeudi 1er juin 2017, une décision est tombée, nommant jeune **Alhassane Touré**, célèbre sous le petit nom d'**Abédi**, au poste de secrétaire général. Un acte que le nouveau promu salue de tout cœur et évalue à sa juste valeur.

Rencontré par notre reporter, Abédi magnifie tout d'abord sa gratitude à l'endroit d'Allah le Très Haut. Ensuite, il remercie ses parents qui lui ont donné une éducation qui lui profite toujours. Aussi, le tout-nouveau secrétaire du légendaire club de Conakry exprime sa sincère reconnaissance à l'endroit du **président KPC** pour la confiance placée en sa modeste personne.

Conscient de ne pas être le plus méritant, **Alhassane Touré** (sur la photo) dédie cette promotion à la jeunesse guinéenne. Les défis sont énormes, mais **Abédi** ne compte nullement lésiner sur ses énergies pour les relever, même sans baguette magique. «*Je ne viens*



pas comme un Zorro ou un prophète. Mais je reste convaincu qu'avec la détermination et la rigueur, je parviendrai à mettre en place une structure fiable, un cadre de travail fiable et une administration efficiente, courageuse et compétente pour hisser le Hafía au rang des plus grands clubs africains, parce que nous y sommes déjà en Guinée», balise-t-il en guise de perspectives.

En le nommant à ce stratégique poste, **Abédi** réalise que le riche homme d'affaires **KPC**, par ailleurs président du club, estime que le dynamisme de la jeunesse peut propulser beaucoup de choses. «*Donc, c'est cela ma vision. C'est cela mon leitmotiv. Et je suis convaincu que nous y parviendrons avec les méthodes que nous saurons bien appliquer*», promet le nouveau promu. Auparavant, Abédi était responsable en charge de recrutement et de l'intendance au sein du Hafía FC.

Par Mady Bangoura

Projet d'amélioration de la desserte en eau à Conakry La conduite d'eau d'Enta-Sangoyah remplacée

La première phase du projet d'Amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la partie centrale en hauteur de la ville de Conakry lancée en janvier dernier a pris fin samedi 9 juin 2017.

Le coût des travaux qui s'élève à 10 millions USD est entièrement financé par l'Agence japonaise de la coopération internationale (JICA). Le projet consiste au remplacement de la conduite d'eau en PRV DN 1100 mm par une conduite en fonte ductile DN 1100 mm entre Enta et Sangoyah sur 3,5km dont les travaux sont réalisés en 2 phases: la première et la plus longue entre Kissosso et Sangoyah sur une distance linéaire 2,5 km, est déjà terminée. La seconde, dont la fin des travaux est prévue d'ici fin juillet est située en amont du pont de Kissosso vers Enta. La mise en service des deux entités fera disparaître progressivement les perturbations dans la desserte en eau des populations. A la fin des travaux,

dont le taux de réalisation est de nos jours à 70%. Le débit sera autour de 70 mille mètres cubes par jour tandis qu'actuellement, la moitié n'est pas disponible. C'est pourquoi, souligne le directeur général de la SEG **Mamadou Diouldé Diallo**, «*Nous sommes à une phase extrêmement importante du projet parce que nous allons assister à l'achèvement d'une première partie de ces travaux de remplacement de cette conduite sur sa partie aval. Cela veut dire qu'à partir d'aujourd'hui, nous allons définitivement raccorder le nouveau tuyau en fonte grise qui a été posé en lieu et place de la conduite PRV 1100 mm qui nous a causé assez de difficultés dans son exploitation. Nous allons procéder au raccordement, à la pose de la PRV et*

à la mise en service du nouveau tuyau. Nous sommes très fiers d'être ici pour concrétiser l'appui du chef de l'Etat dont le souci est de rendre heureuses les populations guinéennes.» M. Diallo a profité de l'occasion pour remercier, en plus des travailleurs, la coopération japonaise. Ainsi que la clientèle qui, malgré les perturbations majeures entrainées par les travaux, a fait preuve de retenue et de compréhension. «*Nous*

allons hâter le pas pour terminer la seconde partie du projet qui se trouve en amont du pont de Kissosso», a-t-il promis. Le représentant de la société Japan Techno, **M. Iwamoto**, s'est réjoui du bon déroulement du projet. Il assure qu'à la fin des travaux, les coupures de la desserte vont être minimes et le volume d'eau distribuée va augmenter.

Pour tout cela, la SEG va déployer des dispositions pour

protéger les occupations des emprises des conduites d'eau. Le mercredi 31 mai 2017, l'ambassade du Japon et la SEG avaient également signé une convention de 1 milliard 400 millions de FG dans le cadre de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la capitale, Conakry.

Par Abdoul Malik Diallo



Le directeur général de la SEG, **Mamadou Diouldé Diallo** et le représentant de la société Japan Techno, **M. Iwamoto**. Photo: A.M. Diallo.

La Guinée, l'UE et la France signent une déclaration conjointe pour une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie durable

Le 8 juin 2017, à Bruxelles le Commissaire européen pour la Coopération et le Développement International, M. Neven Mimica et M. Moustapha Mamy Diaby, Ministre des Postes, Télécommunications et de l'Economie numérique de la République de Guinée, ainsi que Mme Brigitte Collet, Ambassadrice pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques, représentant la République française, ont signé une déclaration conjointe pour une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie durable.

La cérémonie de signature a eu lieu dans le cadre des Journées Européennes du Développement à Bruxelles, un événement qui réunit chaque année de nombreux pays et acteurs partenaires de l'Europe dans un but commun de développement et de coopération. La déclaration conjointe vise à établir une plateforme pour le renforcement du dialogue politique et la coordination des acteurs afin d'accélérer l'accès des citoyens et des entreprises à des services modernes d'approvisionnement en énergie abordable, fiable et durable.

Par cet engagement (dans une coopération renforcée), la Guinée, la France et l'Union européenne souhaitent travailler étroitement pour relever les défis actuels du secteur de l'énergie que sont la mise en œuvre des réformes, la création d'un environnement favorable pour les investissements du secteur privé et la promotion de l'électrification rurale décentralisée. L'objectif est de rendre accessible au plus grand nombre une énergie moderne, de promouvoir un usage efficient des ressources d'énergie durable de la Guinée au

premier rang desquelles son potentiel hydroélectrique et en encourageant l'utilisation de technologies modernes en milieu rural. L'augmentation des investissements et le transfert de savoir-faire à travers la participation du secteur privé seront au centre de cette coopération multilatérale. Pendant la cérémonie de signature, le Ministre Diaby a dit : «*La République de Guinée est engagée dans la promotion de l'énergie durable pour ses citoyens, nous nous sommes engagés sur ce chemin en ratifiant avec d'autres pays*

africains l'accord de Paris sur le changement climatique. Nous espérons que beaucoup d'autres nous rejoindront sur ce chemin. Nous accueillons chaleureusement l'appui renouvelé des partenaires européens et nous gagnons qu'en mettant en commun nos forces, nous serons capables de satisfaire les besoins grandissants en énergie des citoyens guinéens ainsi que des entreprises avec des services d'énergie propres, fiables et au meilleur coût. C'est notre engagement ferme». ■

Délégation de l'Union européenne en Guinée



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
 La CNSS, l'institution qui garantit
 les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
 Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
 du travail et maladies professionnelles
 Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
 Des prestations de l'assurance maladie



Lutte contre le cancer: Ibrahima Sory Cissé réintègre le CA de l'ALIAM

Brazzaville, jeudi 8 juin 2017. Le représentant de la Guinée Ibrahima Sory Cissé vient de réintégrer le Conseil d'administration (CA) composé de 8 membres de l'Alliance des ligues francophones africaines et méditerranéennes contre le cancer (ALIAM) pour un second mandat de 2 ans. Il pose ici avec la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, Dr Fatoumata Binta Diallo. En Guinée, Cissé a fait de la lutte contre le tabagisme et les substances cancérigènes son crédo. Son intégration au CA de cette alliance fondée à Paris en octobre 2009 et devenue en 2012 membre de l'Union internationale contre le cancer (UICC) est non seulement une consécration, mais aussi et surtout un motif d'encouragement à toujours mieux s'illustrer dans cette noble lutte pour la santé.

Outre le guinéen, les membres du CA sont: un algérien, un béninois, deux congolais, une sénégalaise, un tunisien et une nigérienne. ■

Par Abdoul Malik Diallo

Commissaire générale du Festam, Fany Tiranké Camara à Conakry pour une série d'activités

Conakry est la ville invitée d'honneur à la 3e édition du Festival des arts mandingues (Festam) d'Abidjan prévu du 25 au 27 août sur la lagune Ebrié.

En marche vers la tenue de ce prestigieux rendez-vous culturel qui connaîtra la participation de 6 artistes guinéens, la commissaire générale de l'événement est arrivée dans l'après-midi du dimanche 4 juin 2017 à Conakry.

A sa descente d'avion, Mme Fany Tiranké Camara a été accueillie par l'artiste au pied magique, Abraham Sonty Koundouwaka, venu lui témoigner de son soutien et lui réitérer son entière disponibilité à relever de sa présence au Festival et à offrir le meilleur de lui-même. Durant son séjour, Fany Tiranké a échangé avec autorités du pays, notamment les ministres de la Culture, des sports et du patrimoine historique et son homologue de l'Action sociale. Elle a également présenté le



Mme Fany Tiranké et Koundouwaka

projet à des sponsors tels que Guinée Games et Guicopres. Le rendez-vous d'Abidjan se présente comme un événement international où les artistes guinéens Mory Kanté, Sékouba Bambino Diabaté, Lama Sidibé, Djékoria Fanta, Djély Kany Fanta et Abraham Sonty auront à partager le même podium que leurs confrères du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso et du pays hôte, la Côte d'Ivoire entre autres.

Le thème de l'édition de cette année est: "L'excision en pays

mandingue". Un choix que la commissaire générale motive par sa volonté de tirer la sonnette d'alarme et d'interpeller les décideurs sur les effets néfastes de cette pratique ancestrale qui, malheureusement, perdure à travers l'espace et le temps.

«Nos filles en sont souvent victimes. Nous nous battons donc pour que cela prenne fin enfin», a justifié Mme Camara.

Par Mady Bangoura

Attaque contre le «Bataillon Gangan 2» au Mali
4 morts dans nos rangs

Le jeudi 8 juin, quatre militaires guinéens de la Minusma basés à Kidal au Mali, ont trouvé la mort, trois autres ont été blessés. Ce sont: le capitaine Pépé Taoro, marin; le sous-lieutenant Soua Bonamou du camp Camayenne, l'adjudant-chef Ibrahima Soumah et l'adjudant-chef Alsény Yarie Conté dont le corps a été retrouvé samedi 10 juin 2017.

Les blessés de l'attaque sont tous des adjudants-chefs relevant du camp Samouréyah

à Kindia: Ouo-Ouo Kolié, Alpha Oumar Diallo et Thierno Amadou Bah. L'adjudant-chef Alsény Yarie Conté est porté disparu. Dans le message de condoléances du gouvernement, on lit: «Les Forces de la Minusma basées au camp de Kidal et la position avancée du Bataillon Gangan 2 au Mali, ont été victimes d'attaques terroristes le jeudi 8 juin 2017. Attaques au cours desquelles, des militaires de notre contingent se trouvant à un poste de contrôle à l'extérieur du camp ont enregistré la

perte de trois vaillants soldats, trois autres ont été blessés et un porté disparu».

Le gouvernement «condamne fermement ces attaques barbares et réaffirme son engagement aux côtés des forces des Nations-unies pour continuer à soutenir les efforts de la communauté internationale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sous toutes ses formes pour le maintien de la paix et la stabilité dans le monde».

Par Ousmane Condé

ASSEMBLÉE NATIONALE
Abdallah Baldé, président
du Rjpg, à l'honneur

Le Réseau des journalistes parlementaires de Guinée (Rjpg) présidé par Abdallah Baldé (sur la photo) a reçu de l'Assemblée nationale un lot d'équipements. La cérémonie de réception a eu lieu le 7 juin 2017. La séance a été dirigée par Abdel Ben Condé, directeur de la communication du Parlement guinéen, et a connu la présence de M. Bah Mao, ancien membre de la Haute autorité de la communication (HAC). ■



Nos patriotes,
adaptation
cinématographique
du roman,
Le terroriste noir
sort au cinéma le
14 juin 2017.

Le terroriste noir, Prix Renaudot 2008, donne une nouvelle consécration à Tierno Monénembo. Il est bien connu que ce ne sont pas tous les romans qui sont adaptés au cinéma. Parmi les acteurs de ce film du grand metteur en scène Gabriel Le Bomin, il y a la flamboyante Alexandra Lamy, le talentueux Marc Zinga, la sublime Louane Emera.

Le casting qui met en scène un panel d'acteurs de grande renommée présume déjà la réussite du film.

En effet, Marc Zinga, l'acteur principal, qui incarne Addi Bâ, a été primé meilleur espoir masculin en 2015, puis nommé au César dans Spectre, un autre James Bond. Il s'est également distingué dans le rôle de Patrice Lumumba, adaptation de Une saison au Congo, d'Aimé Césaire.

Alexandra Lamy, ancienne élève du Conservatoire de Nîmes, quant à elle, a fait ses preuves auprès de grands cinéastes et comédiens français dont Jean Dujardin. Louane Emera n'est pas la moins célèbre en étant déjà récompensée par le César du Meilleur espoir féminin dans La famille Bélier.

Par Lamarana Petty Diallo

Une web-radio dédiée à l'environnement lancée à Conakry



La ministre de l'Environnement Mme Baldé Aïssatou, remet à Mme Soumah Idiatou Camara un lot de livres offerts par M. Sansy Kaba Diakité et . Photo: M.B.

La liste des médias guinéens se rallonge. Un nouveau site vient de s'y ajouter.

Radioenvironnementgn.com est son nom, un médium essentiellement dédié à l'environnement avec pour slogan "Radio Environnement Guinée pour un monde protégé et durable". Il a été officiellement lancé le mercredi 7 juin 2017 à Conakry en présence de la ministre de l'Environnement, des eaux et forêts, **Mme Aïssatou Baldé**, ainsi que de nombreux invités de marque. L'initiative est de la journaliste-reporter et présentatrice du journal à la radio nationale, **Mme Soumah Idiatou Camara**. Son ambition à long terme est d'avoir une Guinée protégée dans son environnement pour un développement durable. C'est-à-dire, qui préserve les générations actuelles et futures.

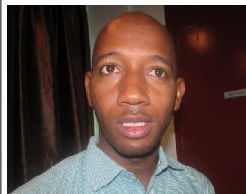
La web radio se veut donc une tribune de promotion « du développement durable à travers l'information professionnelle accessible sur ces questions », explique **Mme Soumah**. Partant du constat selon lequel les questions environnementales sont diluées dans les informations générales, **Idiatou Camara** et son équipe ambitionnent, à travers ce médium, de contribuer à réduire cet écart pour avoir des journalistes spécialisés dans le domaine environnemental. « En plus, c'est de permettre aux acteurs et parties prenantes du développement, notamment l'Etat, les citoyens, les institutions, les chercheurs, les scientifiques, les médias et autres acteurs d'ONG, de s'intéresser à comprendre l'information relative à l'environnement et au développement ». Les thématiques abordées sur le site sont entre autres les

ressources en eau, sa gestion durable, la gouvernance forestière, les changements climatiques, les faunes et espèces menacées, les femmes sur les questions environnementales, la culture en vue d'avoir des éco-citoyens. Aujourd'hui, les questions politiques occupent beaucoup plus de places dans les différentes rédactions, et pas pour grand-chose souvent. Or, les questions du développement restent les vraies questions devant intéresser les populations, les communautés dont le nouveau site Internet se fixe pour leitmotiv d'éveiller la conscience sur tous les dangers liés à la destruction de l'écosystème qui assure leur existence sur terre. A travers donc ce média, les citoyens devraient être de plus en plus engagés à protéger leur environnement à travers des actes éco-citoyens.

Par Mady Bangoura

Qu'attendez-vous de ce médium ?

Panel réalisé par Mady Bangoura



Amadou Kendessa Diallo

Journaliste à Horoya

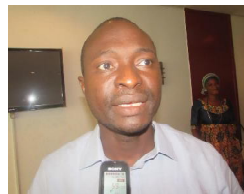
« Cette initiative d'Idiatou Camara doit encourager la presse nationale pour désormais, au lieu de ne parler spécifiquement que de politique et de société, qu'on s'intéresse aussi à ces questions d'environnement qui sont fondamentales. Il faudrait qu'on sensibilise sur les comportements citoyens. Sans cela, on ne pourra pas arriver à bout des ordures qui jonchent nos différentes artères. A l'intérieur du pays aussi, les forêts ont été fortement dégradées. Récemment, vous avez suivi le Conseil des ministres qui a évoqué la protection de la forêt de Démoudoula en voie de disparition. »



Hassan Hilal Sylla

Président de l'Association des journalistes pour le développement durable (Ajdd)

« La première des choses, que les enquêtes, reportages, bref l'ensemble du travail qui va être fait sur ce web radio, que ce travail puisse être de qualité. De l'autre côté, on réitère aussi notre soutien et notre disponibilité à Idiatou. Vous le savez, l'Ajdd a formé une cohorte de journalistes que nous pouvons mettre à sa disposition pour que ce qui va être produit soit vraiment digeste pour les citoyens. Si on a une web radio qui s'intéresse exclusivement à cette problématique, je pense que c'est formidable. »



Sansy Kaba Diakité

Commissaire général de Conakry, capitale mondiale du livre.

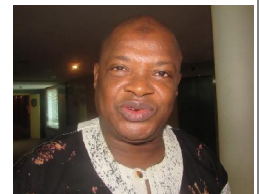
« J'attends de ce médium d'être une plateforme crédible pour faire passer le message clair et net sur les questions d'environnement. Connaissant Idiatou Camara, je sais qu'elle va mettre autour d'elle des professionnels pour faire passer des messages crédibles. Nous l'encourageons. Nous soutenons ses actions tout en espérant que des professionnels vont se former autour d'elle. Et surtout apprendre pour donner la bonne information. »



Mame Fatoumata Diallo

Journaliste à Guineenews.org, membre de l'Ajdd.

« Ce n'est qu'une bonne chose que d'avoir un site exclusivement dédié à l'environnement. Je pense que c'est quelque chose qui doit être encouragée et par le ministère de tutelle et par les institutions. Parce que l'environnement concerne tout le monde. Chacun doit donc s'y investir afin qu'on puisse préserver notre environnement. Nous réitérons à Idiatou Camara notre entière disponibilité pour l'aider à booster le site. Parce qu'en réalité, nous avons le même but. »



Ibrahima Ibra Sylla

Chef de département Communication et mobilisation sociale à l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anss).

« Je me dis qu'avec le lancement officiel de ce nouveau site, il y aura un plus dans la préservation de notre cadre de vie. Parce qu'il y a quelques heures, nous suivions à la télévision nationale la dégradation poussée de la forêt de Démoudoula ici même à Conakry. Cela fait mal au cœur. Donc, à travers la sensibilisation à outrance à laquelle vont s'atteler les promoteurs de ce médium, je pense qu'il y a de l'espoir. »

PROJET «UN ÉTUDIANT, UNE TABLETTE» Malgré le chahut du Forum, Alpha Condé tient à réaliser sa promesse

Sagesse

- 1 La nourriture réservée à l'enfant donne à sa mère un petit ventre.
(Djalanké, Guinée)
- 2 Les goûts sont différents, c'est pour cela que tout ce qui se vend au marché trouve acquéreur.
(Lébou, Sénégal)
- 3 Celui qui accompagne quelqu'un qui a la diarrhée n'a pas à lui dire : « dépêche-toi ».
(Djalanké, Guinée)

Communiq. Conakry 8 juin 2017 - Après la rencontre avec les étudiants au Palais du peuple à l'occasion du Forum de l'Étudiant Guinéen, le Chef de l'Etat, le Professeur Alpha Condé, a réuni ses plus proches collaborateurs et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour faire un point exhaustif de la distribution des tablettes dans les universités sur toute l'étendue du territoire national. Le Chef de l'Etat a déploré le retard accusé dans le processus malgré les explications fournies à cet égard, à savoir l'établissement

du fichier biométrique des étudiants, la procédure d'attribution du marché et les délais de commande et de livraison. Il ressort que malgré tout, l'opération a commencé il y a de cela 1 mois et a déjà donné des résultats probants : plus de 600 étudiants ont acquis leurs tablettes à des prix défiant toute concurrence, grâce à une subvention importante consentie par l'Etat à la demande expresse de Monsieur le Président de la République, le Professeur Alpha Condé. Le Chef de l'Etat s'est réjoui que la distribution des tablettes aux étudiants ait effectivement

commencé et compte déjà de nombreux bénéficiaires. Il a instruit que ceux d'entre eux qui ne se sont pas encore familiarisés avec l'utilisation des tablettes bénéficient d'une formation, en ce moment, en cours. En conséquence, il a exhorté toutes les parties impliquées à redoubler d'effort et d'ardeur pour la poursuite, l'accélération et surtout la réussite de cette opération qu'il suit avec une attention particulière et un vif intérêt. C'est l'occasion de rappeler que Monsieur le Président de la République, son Excellence le Professeur Alpha Condé,

place les jeunes et les femmes - auxquels son mandat est dédié - au cœur de ses préoccupations et ne ménagera aucun effort pour leur assurer de meilleures conditions de vie et leur garantir un avenir radieux. Enfin, le professeur Alpha Condé reste déterminé à relever le défi de l'Education, convaincu que pour bâtir une grande nation, parvenir à un développement économique et social durable, il faut une jeunesse bien formée, consciente de ses droits et de ses devoirs et en phase totale avec son époque. ■



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

Conakry, le 07 Juin 2017

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

N° 00730/MEF/CAB/PRMP/2017

Le Chef de Cabinet

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 001/AOO/CAB/MEF/PRMP/2017

1- Le Ministère de l'Economie et des Finances a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2017 des fonds, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements pour la prestation relative à l'assurance de son parc automobile (voir liste des véhicules et Motos dans le DAO).

2-La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles, remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

3-Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après **Personne Responsable des Marchés Publics, tel : 622 74 46 34 du lundi au vendredi de 9h à 16h 30 mn, à compter du 10 juin 2017** contre un paiement non remboursable d'un montant d'un million de Francs Guinéens (1 000 000 GNF). La méthode de paiement du Dossier d'Appel d'Offres se fera à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) de la manière suivante:

✓ 30% au compte receveur de l'ARMP sous le N° 2011 000307 ; et

✓ 70% au compte Receveur du Trésor Public sous le N° 4111071.

4-Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant de 1,5% du montant de la soumission. Cette garantie demeure valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée de validité de l'offre. Les offres, quant à elles devront demeurer valides pendant une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de soumission.

5-Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en trois (3) exemplaires dont un (1) original et deux (2) copies à l'adresse ci-après : **Direction Nationale des Marchés Publics République de Guinée, Conakry Corinthie, Commune de Kaloum ; Immeuble Kakandé 3^{ème} étage, au plus tard le 10 juillet 2017 à 10h30**. Les offres seront ouvertes le même jour en présence des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis à la Direction Nationale des Marchés Publics. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux soumissionnaires concernés sans être ouvertes.



Robert SYLLA

Ministère de l'Economie et des Finances - BP 579 -
Tél. : (+224) 30 415 17 95 / 30 41 52 08 / 30 41 30 00 - Fax.....



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

Conakry, le 07 Juin 2017

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

N° 00728/MEF/CAB/PRMP/2017

Le Chef de Cabinet

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 002/AOO/CAB/MEF/PRMP/2017

1-Le Ministère de l'Economie et des Finances a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2017 des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements pour réaliser la prestation relative au nettoyage et à l'entretien des locaux abritant ses services. La durée de la prestation est de douze (12) mois avec possibilité de renouvellement suivant évaluation du service.

2-Le Ministère de l'Economie et des Finances sollicite des offres de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser cette prestation en quatre (lots 4)

- .Lot 1 : Paierie Centrale (DNT-CP) ;
- .Lot 2: Cellule Technique de Suivi des Programmes (CTSP) ;
- .Lot 3 Cellule FED ;
- .Lot 4 Direction du Portefeuille de l'Etat et Investissement Privé

3-La participation à cet appel d'offres Ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le Dossier d'Appel d'Offres et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics ;

4-La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National Ouvert (AOO) tel que défini dans les « dispositions du Code des marchés publics ».

5-Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la **Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), Tél 622 74 46 34, entre 9 heures et 15h GMT du lundi au jeudi et de 9 heures à 13 heures les vendredis, à compter du 30 Mai 2017** contre un paiement non remboursable de cinq cent mille (500 000 GNF) francs guinéens. Le paiement se fera à la Banque Centrale pour achat de DAO :

✓ 70% au compte Receveur du Trésor Public sous le N° 4111071,

et

✓ 30% au compte receveur de l'ARMP sous le N° 2011000307

6-Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de 1,5% du montant de l'offre, qui restera valide trente (30) jours après l'expiration de la validité des offres. Les offres, quant à elles, devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

7-Les offres doivent être rédigées en langue française et devront être déposées en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies à l'adresse ci-après : **Secrétariat particulier du Chef de Cabinet 1^{er} étage, au plus tard le 29 juin 2017 à 10h30**. Les offres seront ouvertes le même jour en présence des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis dans la salle de réunion du MEF à 11 heures. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux soumissionnaires concernés sans être ouvertes.



Robert SYLLA

Ministère de l'Economie et des Finances - BP 579 -
Tél. : (+224) 30 415 17 95 / 30 41 52 08 / 30 41 30 00 - Fax.....



ELECTRICITE DE GUINEE

Conakry, le 08 Juin 2017

**DIRECTION DES ACHATS, DES APPROVISIONNEMENTS
ET DE LA LOGISTIQUE**
Avis d'Appel d'offres (AAO) N°004/DAAL/EDG/17

1- L'Electricité De Guinée (EDG) a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de Travaux d'injection sur le Réseau de Distribution de Conakry. Les travaux seront exécutés dans un délai de deux (02) mois.

2 - EDG sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les fournitures et mise en œuvre des équipements suivant:

- Conducteur Aster 54.6mm²
- Conducteur Alu 3x 70 mm² et neutre porteur 1x 54.6 mm²
- Conducteur Alu 2x16mm²
- Conducteur Alu 4x16mm²
- Support MT
- Support BT
- Transformateurs 100 KVA; 160 KVA; 250 KVA; 20/0.4 KV

3-La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Achats, Approvisionnement et Logistique, 1^{er} étage, Immeuble EDG, Cité Chemin de Fer/ Kaloum à compter du 13/06/2017 contre un paiement non remboursable de **3 000 000 GNF (Trois Millions de francs guinéens)**.

5- Les offres rédigées en langue française et devront être déposées en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies à l'adresse indiquée plus au plus tard le 11/07/2017 à 15h00. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis le 13/07/2017 à l'adresse suivante : Salle de Réunion - Administration Générale au 6^{ème} étage, Immeuble EDG à 15h00. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

Electricité de Guinée
Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

ELECTRICITE POUR TOUS EN GUINEE

ELECTRICITE DE GUINEE « EDG »

Société Anonyme Publique avec Administrateur Général N° ENTREPRISE/RCCMGCKR/Y07A/2003

Capital Social 60.000.000 GNF

Siège Social : Cité Chemin de Fer Immeuble Kaoudara BP 1463 Conakry République de Guinée

Tél. : 625 25 89 96 / E mail : info@edg.gn

ELECTRICITE DE GUINEE

Conakry, le 08 Juin 2017

**DIRECTION DES ACHATS, DES APPROVISIONNEMENTS
ET DE LA LOGISTIQUE**
Avis d'Appel d'offres (AAO) N°005/DAAL/EDG/17

1. L'Electricité De Guinée (EDG) a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de Transformateurs pour le Réseau de Distribution Conakry et Centres de l'Intérieur. Les livraisons seront faites sur 12 mois conformément au planning de besoins mensuels de EDG.

2. EDG sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les fournitures des équipements suivants:

- 20 Transformateurs 20/0.4 kv, 100 kva
- 41 Transformateurs 20/0.4 kv, 160 kva
- 58 Transformateurs 20/0.4 kv, 250 kva;
- 40 Transformateurs 20/0.4 kv, 400 kva;
- 20 Transformateurs 20/0.4 kv, 500 kva;
- 30 Transformateurs 20/0.4 kv, 630 kva;
- 20 Transformateurs 30/0.4 kv, 250 kva;
- 5 Transformateurs 30/0.4 kv, 400 kva;
- 5 Transformateurs 15/0.4 kv, 100 kva;
- 1 Transformateur 15/0.4 kv, 160 kva;
- 1 Transformateur 15/0.4 kv, 250 kva;
- 5 Transformateurs 15/0.4 kv, 400 kva;
- 5 Transformateurs 15/0.4 kv, 500 kva;
- 6 Transformateurs 15/0.4 kv, 250 kva;

3- La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivant le Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés publics.

4- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Achats, Approvisionnement et logistique, 1^{er} étage, Immeuble EDG, Cité Chemin de Kaloum, à compter du 13/06/2017 contre un paiement non remboursable de **3 000 000 GNF (Trois Millions de francs guinéens)**,

5- Les offres rédigées en langue française et devront être déposées en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies à l'adresse indiquée plus au plus tard le 11/07/2017 à 15h 00. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis le 13/07/2017 à l'adresse suivante : Salle de réunion Administration Générale au 6^{ème} étage Immeuble EDG à 15h30. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

Electricité de Guinée
Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

ELECTRICITE POUR TOUS EN GUINEE

ELECTRICITE DE GUINEE « EDG »

Société Anonyme Publique avec Administrateur Général N° ENTREPRISE/RCCMGCKR/Y07A/2003

Capital Social 60.000.000 GNF

Siège Social : Cité Chemin de Fer Immeuble Kaoudara BP 1463 Conakry République de Guinée

Tél. : 625 25 89 96 / E mail : info@edg.gn



ELECTRICITE DE GUINEE

DIRECTION DES ACHATS, DES APPROVISIONNEMENTS
ET DE LA LOGISTIQUE

Conakry, le 08 Juin 2017

Avis d'Appel d'offres (AAO) N°006/DAAL/EDG/17

1-L'électricité De Guinée (EDG) (EDG) a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de Fourniture de Matériels de Distribution - Câbles- Équipements de Protection et Accessoires. Les livraisons, Seront faites sur 12 mois conformément au planning de besoins mensuels de EDG

2. EDG sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les fournitures des équipements suivants:

- Lot 1 : Câbles et Fil MT/BT
- Lot 2 : Équipements de Protection
- Lot 3 : Accessoires

3-La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants le Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévu à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

4- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Achats, Approvisionnement et Logistique.1^{er} étage, immeuble EDG, Cité Chemin de Fer/ Kalboun, à compter du 13/06/2017 contre un paiement non remboursable de 3 000 000 GNF (Trois Million de francs guinéens).

5. Les offres rédigées en langue française et devront être déposées en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies à l'adresse indiquée plus au plus tard le 11/07/2017 à 15h00. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis le 13/07/2017 à l'adresse suivante: Salle des Réunions Administration Générale au 6^{ème} étage, Immeuble EDG à 16h00. Les offres doivent comprendre une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.


 Abdou ATTOL
 Administrateur Général

ELECTRICITE POUR TOUS EN GUINEE

ELECTRICITE DE GUINEE "EDG"

Société Anonyme Publique avec Administrateur Général N° ENTREPRISE/RCCM/GC/RV/07/A2/003
 Capital Social 60.000.000 GNF

Siège Social : Cité Chemin de Fer Immeuble Kaoudara BP 1463 Conakry République de Guinée
 Tél. : 625 25 69 96 / E mail : info@edg.gn

RÉFORME DE LA CENI

Avec le soutien de l'OIF, la Guinée va adapter son modèle

Du 7 au 9 juin 2017, il s'est tenu à Conakry, un "atelier d'imprégnation et de croisement d'expériences en matière d'organes de gestion des élections" organisé par le gouvernement guinéen avec le soutien de l'OIF dans la perspective de la réforme de la Ceni pour la rendre plus professionnelle dans la gestion des élections.



MM. Mohammed Saliya Sokona de l'OIF, les ministres général Bouréma Condé et Tibou Kamara. Photo: DR.

Près de 60 personnes, dont des membres du gouvernement, de la classe politique, de la Société civile, des organisations internationales impliquées dans le processus électoral ont pris part à cet atelier. La rencontre a permis de passer en revue un certain nombre d'expériences développées par des pays africains en matière de gestion des processus électoraux. Durant ces 3 jours, les partenaires techniques et financiers ont manifesté l'intérêt d'accompagner la Guinée dans son processus de qualification du cadre légal est institutionnel des élections.

Au terme des échanges sur les expériences du Ghana, du Burkina Faso, du Sénégal et du Cameroun portant sur le fondement, la composition et le fonctionnement des organes de gestion des élections, il ressort qu'il n'existe pas de cadre institutionnel parfait en matière de gestion des processus électoraux. Et que la réussite des élections dépend, entre autres, de la qualité des hommes pour animer les structures électorales, de type de management de l'institution et du respect des dispositions constitutionnelles.

Pour améliorer le cadre institutionnel de la CENI, les participants ont formulé des recommandations. Entre autres: la révision des modalités de désignation des commissaires, la fixation des critères de compétence des membres de la CENI tout en garantissant leur indépendance de manière à les mettre à l'abri du besoin, et la dotation d'une autonomie budgétaire à l'institution en la soumettant à l'obligation de rendre des comptes. Ainsi que la mise à disposition d'une expertise des partenaires au développement sur l'élaboration d'une nouvelle loi sur la CENI, mais aussi la nécessité de favoriser l'émergence des cadres de concertation et de réflexion en appui aux réformes du système électoral envisagé. Le représentant de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Mohammed

Saliya Sokona a souligné qu'il n'y a pas de schéma standard en ce qui concerne les organes de gestion des élections. «C'est dire que la mise en place de tout système des processus électoraux doit se faire dans la prise en compte du contexte politique et des réalités économiques, sociales, voire culturelles», admet M. Sokona. La réflexion entamée en Guinée depuis quelques mois et qui a pris un tournant décisif avec les travaux de cet atelier, explique-t-il, «engage toutes les parties prenantes à travailler ensemble sans aucun esprit partisan pour la réussite des échéances électorales majeures de 2018 pour les législatives et 2020 pour la présidentielle».

Le ministre de l'Administration du territoire, le général Bouréma Condé a mis l'accent sur le devenir de la nation. C'est pourquoi, précise-t-il, certains thèmes qui prétaient à incompréhension ont été retirés du programme. «Nous nous sommes retrouvés pour que la Guinée puisse connaître des élections libres, transparentes, équitables dont les résultats seront acceptés par tous. Cela ne se fait pas le jour des élections, mais ça se prépare. La Guinée a devant elle des échéances dans le court et le moins termes. Des élections communales, nous serons aux législatives. Ensuite, à la présidentielle. C'est une chaîne dont les maillons se touchent pratiquement. Et notre CENI aura son mandat échu en 2019. Il fallait donc de la matière à réflexion pour que ce ne soit pas en 2019 qu'on se dise quel est l'organe de gestion des élections dans notre pays. Parce que nous savons tous qu'il faut améliorer notre système électoral».

Le général Condé voit juste. L'atelier a été un grain à moudre qui a permis de fixer la Ceni sur les attentes de l'heure. Reste maintenant à savoir si avec le soutien de l'OIF, le gouvernement et la Ceni baliseront la voie d'un organe de gestion des élections dignes et acceptées de tous.

Par Abdoul Malick Diallo

VOXAfrica LANCE LA SAISON 2 DE | THE VOICE AFRIQUE FRANCOPHONE

Après une première saison exceptionnelle qui a réuni chaque samedi pendant 5 mois plus de 10 millions de téléspectateurs au Cameroun et 9 millions en Côte d'Ivoire, VoxAfrica lance la saison 2 du plus grand show musical télévisé d'Afrique francophone.

L'émission sera diffusée tous les samedis à partir du 14 octobre 2017 sur VoxAfrica et rediffusée sur les chaînes TV partenaires avec Orange comme 1er sponsor officiel. Les mélomanes pourront découvrir de nouveaux talents qui s'affronteront durant quatre mois jusqu'à la grande finale du 27 janvier 2018. Le ou la lauréate aura la chance de succéder à Pamela Baketana, gagnante de la première saison, avec à la clé, un contrat chez Universal Music et la possibilité d'enregistrer un album.

The Voice saison 2, c'est 16 semaines de compétition, 4 jurés stars de la musique africaine et internationale et un maître de cérémonie charismatique. Tous auront pour mission de révéler la plus belle voix des candidats de 16 pays d'Afrique Francophone (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Équatoriale, Mali, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, et Togo).

L'émission s'articulera autour de 16 épisodes dont 6 Auditions à l'aveugle, 4 Battles, 2 Épreuves ultimes et surtout 4 grands Shows en direct à partir du 06 janvier 2018.

La quête de la plus belle voix d'Afrique Francophone requiert la mise en place du dispositif exceptionnel suivant :

- Du 1er juin au 23 juillet 2017 : recherche de talents dans 16 pays d'Afrique Francophone
- Du 15 juin au 15 juillet 2017 : Castings sur Internet
- Les 29 et 30 juillet : Castings régionaux simultanés à Abidjan pour l'Afrique de l'Ouest et Douala pour l'Afrique Centrale

Cette deuxième saison de The Voice Afrique Francophone promet de belles surprises.

À propos de VoxAfrica

VoxAfrica est la première chaîne de télévision panafricaine bilingue et indépendante, disponible en Afrique, en Europe et partout ailleurs dans le monde via tous les réseaux majeurs de distribution.

Contacts Presse :

Raïssa Okoi - Tél: +44 207 501 77 00 - raissa.okoi@voxafrica.com
 Franck Dindji - Tél: +225 08 98 48 06 - franckdindji@voxafrica.com

Restez connectés sur nos réseaux sociaux et site internet :

<http://voxafrica.com/fr/thevoice/> - www.facebook.com/TheVoiceAfrique
www.twitter.com/TheVoiceAfrique #TheVoiceAfrique -
www.viber.com/TheVoiceAfrique www.youtube.com/TheVoiceAfrique



Battersea Studios • 80 Silverthorne Road • London SW8 3HE

T: +44 (0) 207 501 7700 • F: +44 (0) 207 501 7705 / 7706



Pour « Jeune Afrique » Comment le régime prépare l'assassinat de Guillaume Soro

Dans le dossier sur la Côte d'Ivoire, publié dans le numéro 2941 du 21 au 27 mai 2017, sous le titre : « CÔTE D'IVOIRE : GRAND CORPS MALADE », Marwane Ben Yahmed, directeur de publication de « Jeune Afrique », fait une peinture au vitriol de la Côte d'Ivoire et de ses dirigeants suite à la mutinerie des « 8.400 ». Il fustige le laxisme voire l'incompétence du gouvernement qui n'a pas su anticiper cette mutinerie.

Il écrit en effet, à la page 6 de ce numéro : « Comment cela a-t-il pu se produire sans que personne – à la tête de l'armée comme au sein du gouvernement ou des services de renseignements – n'ait rien vu venir ? Comment peut-on passer d'une cérémonie en grande pompe et en sa présence, le 11 mai, au cours de laquelle un sergent, prétendument porte-parole des militaires, annonce que « tous les soldats renoncent définitivement à leurs revendications d'ordre financier », aux jours de panique qui ont suivi ? Qu'attend le gouvernement pour accélérer la mise en œuvre de cette fameuse et ambitieuse loi de programmation destinée à refonder une armée « mexicaine » à deux vitesses et sans colonne vertébrale, composée de trop nombreux gradés, de corps d'élite qui travaillent dans les meilleures conditions, mais aussi de bidasses sans formation ni moyens, et d'hommes qui se sont fait la guerre, en 2011, et en conservent un profond ressentiment ? ».

Il va plus loin, en expliquant que les mutins ont eu raison de se soulever car la corruption au sommet de l'Etat est tellement criante, que ces jeunes gens ont eu envie d'avoir leur part du gâteau. « Ici, enfin, l'argent circule, comme on dit, surtout chez les « grands quelqu'un », le plus souvent dans le giron du pouvoir en place, quel qu'il soit, parfois à une vitesse ahurissante. Villas cossues, véhicules de luxe, grands crus, cigares cubains se multiplient comme des petits pains. Des fortunes se créent en un tournemain. Trop vite au goût de nombre d'Ivoiriens. Cercle vicieux : beaucoup finissent par se demander « pourquoi pas moi ? ». À commencer par de jeunes soudards pour qui 7 millions de F CFA représentent la promesse d'une vie meilleure. » Page 7.

Cet article soulève la colère du palais présidentiel ivoirien, qui convoque Marwane Ben Yahmed à Abidjan. En effet, la présidence ivoirienne a passé toute l'année 2016 à se plaindre des journalistes de cet hebdomadaire qui écrivaient sur la Côte d'Ivoire. Elle leur reproche d'écrire des articles à charge, pas toujours bien documentés et surtout de n'être pas un soutien solide du régime, comme ils étaient en droit de s'y attendre. Selon un journaliste de l'hebdomadaire qui a voulu se confier, la pression du palais est

tellement folle que le journaliste lambda pourrait rarement se l'imaginer.

En effet, c'est sur pression d'Alassane Ouattara et de ses services de communication que « Jeune Afrique » a installé un bureau à Abidjan, le seul en Afrique de l'ouest, avec des correspondants permanents. Les frais de ces journalistes sont supportés sur les fonds secrets de la Présidence. Et Marwane Ben Yahmed, le fils de Mme Danièle Ben Yahmed une proche amie de Mme Dominique Ouattara, est désigné comme le responsable Côte d'Ivoire au sein du journal. Il a un accès illimité au Président, à son épouse, au Premier ministre et au cabinet présidentiel. Tout ce dont il a besoin pour rédiger un dossier lui est fourni par le cabinet présidentiel ou par les services de Renseignement.

Donc quand « Jeune Afrique » critique le pouvoir, celui-ci voit rouge. Le cabinet du Président menace de supprimer la subvention annuelle de 2 millions d'euros alloués à ce périodique.

Pis, il indique que la Présidence n'apportera plus son soutien financier à l'organisation de l'Africa CEO Forum organisé par la maison d'édition de JA et de donner instruction à toutes les entreprises ivoiriennes telle la SNEDAI, le FER, l'AGEROUTE... de suspendre



Guillaume Soro.

leurs investissements publicitaires dans ce périodique. Si une telle décision venait à être prise, ce serait une catastrophe financière pour le groupe, dont les finances sont telles qu'il ne peut se permettre de perdre le juteux marché ivoirien.

Marwane Ben Yahmed est chargé de sauver la situation en jouant de ses relations avec le couple présidentiel.

Ainsi est montée l'opération « **Flinguer Guillaume Soro** » pour sauver les meubles, effacer l'humiliation du gouvernement dans l'échec de l'assaut contre les mutins de Bouaké – souvenons-nous, les soldats avaient refusé de monter à l'assaut contre leurs frères d'armes, en disant qu'ils ne veulent pas d'un bain de sang inutile.

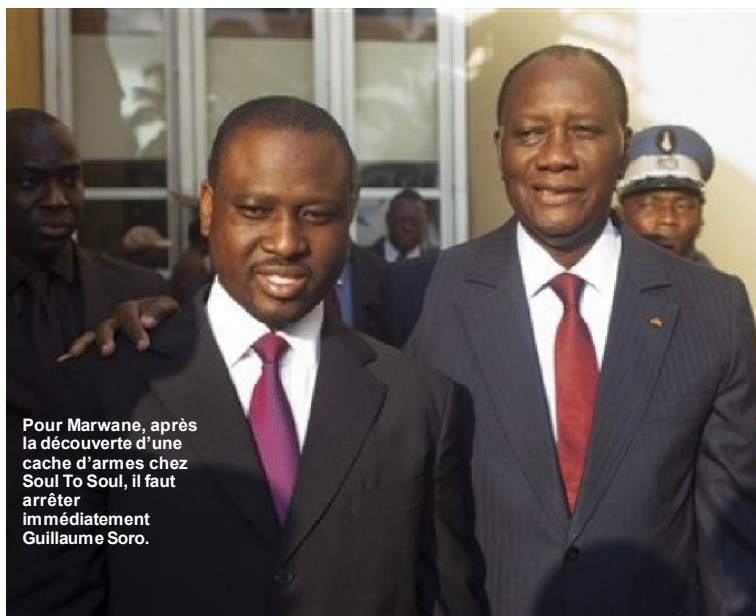
Marwane se saisit alors de l'affaire de la cache d'armes

comme du pain bénit pour conduire la charge anti-Soro. Et le rendre responsable de tout : des approximations stratégiques de l'état-major, du manque de contrôle des officiers sur la troupe, du refus du chef de l'Etat d'honorer sa parole envers les mutins et qui a provoqué leur soulèvement etc. Pour Marwane, après la découverte d'une cache d'armes chez Soul To Soul, il faut arrêter immédiatement Guillaume Soro. « **Guillaume Soro n'a toujours pas été confronté à ce que tout citoyen ivoirien « normal » connaîtrait dans une telle situation : une instruction équitable allant jusqu'à son terme, la recherche de la vérité et, partant, une décision de justice. Or il passe chaque fois entre les gouttes.** » (JA numéro 2943 du 4 au 10 juin 2017, p.6) Quand on sait que le régime d'Abidjan passe

très souvent par « Jeune Afrique » pour passer des informations stratégiques, il y a de quoi prendre au sérieux cette affaire. Au moment où le débat avait lieu entre révision constitutionnelle et écriture d'une nouvelle Constitution, c'est JA qui a donné la position du Palais : la création d'une Troisième République. Selon « Jeune Afrique » donc, il faut que Alassane Ouattara instruisse un procès contre Guillaume Soro et « **que toutes les conséquences soient tirées.** » Marwane Ben Yahmed, qui recherche à tout prix l'affrontement et la crise politique, affirme que les mutineries sont dues au fait que « **Soro n'a pas digéré de ne pas avoir été adoubé pour la succession d'Alassane Ouattara en 2020. Il prétend devant ses intimes, peut-être dans l'espoir de renverser la tendance, que cela lui avait pourtant été promis. Pis, il se sent humilié par le fait d'avoir été rétrogradé dans la hiérarchie de l'Etat, passant du rang de numéro deux, et de dauphin constitutionnel, à celui de numéro quatre. C'est donc peut-être un bras de fer qu'il a engagé** » Rien que ça !

Quand on connaît la haine personnelle de Marwane Ben Yahmed voué à Guillaume Soro depuis 2002 où ce dernier a refusé d'entrer dans le système de financement occulte de « Jeune Afrique » et quand on sait que pour ne perdre les 2 millions d'euros de subvention directe de la présidence ivoirienne et les juteux marchés publicitaires ivoiriens, il est prêt à tout, on peut alors imaginer le pire dans les jours à venir pour Guillaume Soro.

Pour 2020, Marwane Ben Yahmed s'est chargé du rôle de porte-flingue de la coalition qui a décidé d'avoir la tête de Guillaume Soro. A défaut de l'avoir politiquement, ils sont prêts à l'avoir physiquement. ■



Pour Marwane, après la découverte d'une cache d'armes chez Soul To Soul, il faut arrêter immédiatement Guillaume Soro.



Nouvelle année record pour les énergies renouvelables : plus de capacité d'énergies renouvelables pour moins cher ! 161GW additionnels, pour 23% d'investissement en moins (\$241.6 milliard)

Aujourd'hui REN21 publie son *Renewables 2017 Global Status Report (GSR)*, l'état des lieux le plus complet sur le statut des énergies renouvelables dans le monde.

EN 2016, les **nouvelles installations de renouvelables ont battu un nouveau record** avec 161 GW installés, faisant monter la capacité totale de presque 9% par rapport à 2015, atteignant environ 2,017 GW. Le solaire photovoltaïque compte pour environ 47% de ces capacités additionnelles, suivi de l'éolien (34%) et l'hydroélectricité (15,5%).

Les énergies renouvelables deviennent l'option la plus économique. Des transactions récentes au Danemark, en Egypte, Inde, Mexique, Pérou et aux Emirats Arabes Unis ont vu le coût de l'électricité chuter à 0,05 dollar/KWh. Ce chiffre est bien en-dessous du coût de l'énergie fossile ou nucléaire produite dans ces pays. Les lauréats de deux récents appels d'offre en Allemagne n'ont même pas eu besoin du soutien de subsides publics, se basant uniquement sur le prix de la vente en gros, démontrant *de facto* que les renouvelables sont l'option la plus économique.

La nécessité de disposer d'un 'baseload' est un mythe. Intégrer au réseau une large quantité d'énergie renouvelable est faisable sans avoir recours à une baseload fossile ou nucléaire, le tout en garantissant suffisamment de flexibilité: interconnexions au réseau, couplage de secteur et nouvelles technologies telles celles liées à l'information et la communication, stockage, véhicules électriques ou encore pompes à chaleur sont autant de réponses. Ce type de flexibilité permet d'équilibrer non seulement les sources dites variables mais aussi d'optimiser le système et de réduire les coûts de production globaux. Il n'est donc en rien surprenant que le nombre de pays gérant sans annuloche des pics atteignant un niveau de 100% renouvelables sont en progression. En 2016, le Danemark et l'Allemagne ont parfaitement géré des pics allant jusqu'à 140% and 86.3%.

Les rejets d'émissions de CO2 liés à la consommation d'énergie des secteurs de l'industrie et de l'énergie fossile sont restés stables pour la troisième année consécutive malgré une croissance de 3% de l'économie mondiale et une demande en baisse de la consommation d'énergie. Cela est principalement attribuable au déclin de l'utilisation du charbon, mais aussi à la croissance des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique.

Les autres tendances positives sont:

Les innovations et percées technologiques dans le domaine du stockage vont permettre encore plus de flexibilité dans la gestion du système énergétique. EN 2016, environ 0.8 GWde capacité de stockage avancé sont devenues opérationnelles, amenant le niveau total estimé à 6.4 GW.

Le marché des mini-grids et des systèmes autonomes évolue très rapidement. De surcroît, les business modèles « Pay-As-You-Go » (PAYG), permis par les technologies mobiles explosent. En 2012, les investissements dans des systèmes PAYG de compagnies solaires se limitaient à 3 millions de dollars; en 2016, ce chiffre est passé à 223 millions! (en croissance par rapport au chiffre de 2015: 158 millions). **Arthouros Zervos, Président de REN21** déclare: « *Le monde ajoute chaque année encore plus de capacité renouvelable, plus qu'il n'ajoute de capacité fossile, toutes sources confondues. Un des résultats le plus important mis en avant par le GSR 2017 est que les approches holistiques sont clés: ils doivent devenir la règle plutôt que l'exception. Avec la croissance de la part des renouvelables, il devient impératif d'investir dans les infrastructures ainsi que dans une série d'outils: réseaux de transmission & distribution interconnectés, instruments de mesures pour équilibrer l'offre et la demande, connection des secteurs (par exemple travailler sur l'intégration des réseaux de transport et d'énergie) ainsi que le déploiement d'une*

grande variété de technologies permettant le plein essort des renouvelables.»

Toutefois, la transition énergétique ne se déroule pas assez vite pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Les investissements diminuent. Bien que le total des investissements mondiaux dans des nouvelles capacité de production renouvelable représente environ le double de ceux du secteur des énergies fossiles, les investissements dans des nouvelles installations d'énergie renouvelables ont chuté de 23% par rapport à 2015. Parmi les pays émergents et les pays en développement, les investissements dans les énergies renouvelables ont chuté de 30%, atteignant seulement 116,6 milliards de dollars, tandis que dans les pays développés ils ont chuté de 14% pour atteindre seulement 125 milliards de dollars. Les investissements restent toujours largement concentrés sur les secteurs de l'éolien et du solaire photovoltaïque, alors que toutes les technologies doivent être déployées si l'on souhaite contenir le réchauffement climatique bien en-dessous de 2 degrés.

Les secteurs du transport, de la chaleur et du refroidissement sont encore à la traîne par rapport au secteur de l'électricité. Le déploiement de technologies renouvelables dans les secteurs de la **chaleur/refroidissement** demeure un challenge en raison de la nature unique et décentralisée du marché. La décarbonisation du **transport**, basée sur les énergies renouvelables, n'est encore ni sérieusement envisagée ni une priorité. Malgré une expansion considérable de la vente de véhicules électriques, due principalement au coût décroissant des batteries, il reste encore beaucoup à faire afin de garantir que ces véhicules bénéficient du réseau de rechargement adéquat et qu'ils soient alimentés par des sources renouvelables. Alors que le transport aérien et par voie maritime représentent les plus grands défis, ni les politiques publiques ni les impulsions commerciales n'ont permis de faire émerger de vraies solutions technologiques.

Les subsides aux énergies fossiles demeurent un frein au progrès.

Au niveau mondial, les subsides aux énergies fossiles et au secteur du nucléaire excèdent largement ceux des énergies renouvelables.

A la fin de l'année 2016, plus de 50 pays s'étaient engagés à éliminer les subsides pour les énergies fossiles; certaines réformes ont eu lieu mais pas en nombre suffisant. En 2014, le ratio des subsides au secteur fossile par rapport au secteur renouvelable était de 4 pour 1. Pour chaque dollar dépensé pour les renouvelables, les gouvernements en dépensaient 4 pour prolonger notre dépendance aux énergies carbonées.

Christine Lins, Secrétaire Exécutive de REN21, explique: «*Le monde court une course contre la montre. La seule mesure à prendre pour réduire efficacement et rapidement les émissions de CO₂ est d'éliminer la production d'énergie à base de charbon tout en accélérant les investissements dans les renouvelables et l'efficacité énergétique. Quand la Chine a annoncé en janvier qu'elle arrêterait la construction de plus de 100 centrales électriques au charbon, pourtant en cours de construction, elle a montré la voie pour tous les gouvernements: le changement est possible rapidement quand les gouvernements passent aux actes, en établissant des politiques claires, de long-terme et qui envoient les bons signaux aux investisseurs.»*

- Fin -

À propos du Rapport sur le statut mondial des énergies renouvelables publié par REN21

Publié annuellement pour la première fois en 2005, le *Rapport sur le statut mondial des énergies renouvelables* fournit des informations exhaustives et opportunes sur le statut, l'évolution et les dynamiques récentes des marchés, entreprises, investissements et mesures politiques visant les énergies vertes à travers le monde. Il ne présente à dessein aucune analyse ni prévision. Ses données sont fournies par un réseau de 700 experts, chercheurs et auteurs de tous pays www.ren21.net/gsr



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

lecourrier
deConakry.com

L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue - Conseil - Etudes - Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance - Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60/+212 6 70 68 61 70

E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : [conakrylemag](https://www.facebook.com/conakrylemag)

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

**BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR**

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

**Chez Tonton
Dacky**

Rendez-vous à
Kissita
GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU
Tél: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs

**ACTU
CONAKRY**
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur

www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com